

Y eut-il un « Mai 1968 » en Angleterre ?

Marie Scot

Objet de toutes les attentions en France, la commémoration de « Mai 1968 » est plus discrète outre-Manche. Un seul quotidien national ¹ y consacre un cahier spécial ; quelques universités ² organisent des colloques et des expositions sur les événements qu'elles ont connus ; une « saison » londonienne ³ propose débats, expositions et films mais sa programmation fait la part belle aux événements français et américains ⁴ !

Ce désintérêt pour un hypothétique « Mai anglais » se retrouve au plan scientifique. Les événements britanniques sont les grands absents des études comparatives internationales sur « Mai 1968 dans le monde », le plus souvent ignorés ou au mieux traités en contre-exemple ⁵. Si en France le Mai étudiant et parisien a occulté le Mai social et provincial, au Royaume-Uni les *Sixties* ont largement éclipsé les mouvements étudiants. Les chercheurs ont privilégié l'étude des phénomènes concomitants, tels les mouvements pacifistes et anti-guerre, la New Left, la culture pop et la société permissive, dont les interprétations ont surdéterminé l'analyse des troubles universitaires. Si l'histoire du mouvement étudiant est en cours ⁶, une étude « globale » des événements anglais de 1968 reste à faire, tant au plan politique que socio-culturel, dans ses dimensions locales comme internationales.

Cette modeste contribution à la compréhension du « Mai anglais » souligne ses caractères spécifiques. Si l'agitation étudiante relève du phénomène mondial de massification de l'enseignement supérieur et si les « troubles » participent de la contestation anti-impérialiste, la situation nationale du Royaume-Uni et les contextes universitaires locaux surdéterminent les formes du « Mai anglais ».

Chronique des « événements de 1968 » au Royaume-Uni

A la différence de la France et à l'instar des Pays-Bas, la Grande-Bretagne n'a connu qu'une version modérée de la « déferlante mondiale ⁷ ». La contestation universitaire

¹ *The Guardian* : <http://www.guardian.co.uk/news/1968theyearofrevolt> [lien consulté le 1^{er} octobre 2008]

² [Essex](#) ; [Leeds](#) ; [Queen's University Belfast](#).

³ <http://www.1968.org.uk/index.html> ; Birbeck College : <http://www.bbk.ac.uk/bisr/activities/activities2008> [liens consultés le 1^{er} et le 7 octobre 2008]

⁴ Le programme cinématographique fait la part belle aux films français de Godard, Truffaut, Dray, Lelouch, Rohmer, etc.

⁵ Rien par exemple dans Geneviève Dreyfus-Armand, Laurent Gervereau (dir.), *Mai 68. Les mouvements universitaires en France et dans le monde*, Paris, BDIC, 1988 ; rien dans le n° spécial 330 de *L'Histoire* : « Mai 68 le monde tremble ».

⁶ Nick Thomas, *The British Student Movement from 1965 to 1972*, unpublished PhD Thesis, University of Warwick, 1997.

⁷ Hans Righart, "Moderate Versions of the 'Global Sixties': A Comparison of Great Britain and the Netherlands", *Journal of Area Studies*, autumn 1998, n°13.

fut de faible intensité et resta limitée dans l'espace et dans le temps. Les historiens ne semblent pas se tromper en reprenant les euphémismes des contemporains qui parlaient de *troubles*, d'*incidents*, d'*unresss*, de *disturbances* ou de *disruptions*, jamais ou presque de *revolution*. Peut-on parler au Royaume-Uni d'un « Mai étudiant » ou même d'« événements de 1968 » ?

Les trois temporalités de troubles ponctuels et perlés

Le « Mai 1968 » anglais s'inscrit en fait dans plusieurs temporalités. Le mois de mai 1968 connaît des troubles dans les universités d'Essex et de Leeds et au Hornsey College of Art mais il est étonnamment calme à la London School of Economics (LSE) qui passe pour le centre de la contestation. A Londres, c'est le 25 octobre 1968 que l'agitation culmine lors de la grande manifestation à Grosvenor Square qui réunit les pacifistes et les étudiants opposés à la guerre au Vietnam. Le temps court des événements est donc très extensible, car le « mouvement étudiant » anglais s'étend en amont et en aval de l'année 1968. L'agitation débute dès 1965 par des manifestations contre l'intervention militaire américaine : la LSE est en ébullition une première fois en 1966-1967. Et 1968 ne clôt pas l'ère des contestations : les troubles et les occupations se poursuivent en 1969, et l'agitation perdure en déclinant d'intensité après 1970. Au temps court et moyen de l'événement se superpose aussi la temporalité longue de l'histoire sociale et culturelle. Ainsi le sociologue A. H. Halsey, qui croise les fils de l'histoire sociale et de l'histoire de l'enseignement supérieur, estime que « ce que l'on nomme habituellement les événements de Mai 1968 débutent en 1964 à Berkeley et se poursuivent spasmodiquement durant les années 1970 ⁸ » et préfère parler de la « révolte des années 1968-1975 ». L'historien Arthur Marwick ⁹, l'un des premiers à avoir soutenu la thèse d'une « révolution des *Sixties* », fait une lecture culturelle de 1968 et lie les événements aux mouvements alternatifs des années 1958-1974. Le « Mai 1968 » anglais s'inscrit donc dans un mouvement rampant de contestation culturelle, scandé par de brusques éclats de protestation de troubles universitaires alternant avec des calmes précaires.

Temps forts et hauts lieux du « Mai étudiant » anglais

Seules quelques universités participent à un mouvement marqué par des troubles ponctuels, locaux et fort divers.

La London School of Economics, centre symbolique de la contestation ¹⁰

⁸ Albert H. Halsey, *A History of Sociology in Britain, Science Literature and Society*, Oxford, OUP, 2004, p. 113 : "the events usually labelled 'the May Events' of 1968, though in reality they began in Berkeley in 1964 and were continued spasmodically into the 1970s".

⁹ Arthur Marwick, *The Sixties : Cultural Revolution in Britain, France, Italy and the United States 1958-1974*, Oxford, OUP, 1998.

¹⁰ Sur la LSE : la direction de l'École a proposé sa version des faits, cf. Sidney Caine, *British Universities –Purposes and Prospects*, Bodley Head, 1969 ; Harry Kidd, *The trouble at L.S.E., 1966-67*, London, Oxford University Press, 1969. Les principaux leaders syndicaux ont relaté les événements : cf. Colin Crouch, *The Student Revolt*, Bodley Head, 1969 ; P. HOHC, *LSE The Natives are Restless a report on student power in action*, Sheed and Ward, 1969. Surtout, une enquête du département de sociologie a

Les événements survenus à la London School of Economics and Political Science (LSE), la célèbre université de sciences économiques et sociales située en plein cœur de Londres ¹¹, ont reçu un écho considérable et en ont fait le symbole du « Mai anglais ».

La LSE connaît deux périodes d'agitation avant et après le mois de mai 1968. La première vague est provoquée par la nomination d'un nouveau directeur en octobre 1966. Les étudiants contestent autant le choix de cet ancien président de l'université de Rhodésie, accusé de compromission avec le régime sécessionniste d'apartheid ¹², que les modalités de sa nomination, par décision d'un Conseil d'administration tout puissant sans consultation du corps enseignant. L'indignation culmine quand la direction interdit au syndicat étudiant (NUS) d'exprimer son désaccord dans les médias et renvoie deux délégués syndicaux ayant contrevenu à cette interdiction. Des *sit-in*, des manifestations et l'occupation de l'École pendant neuf jours en mars 1967 aboutissent à la réintégration des représentants étudiants.

La seconde vague de troubles a lieu à partir d'octobre 1968 à la suite de la grande manifestation de Grosvenor Square contre la guerre du Vietnam. Rejetant la demande de faire de la LSE un lieu de débats pour les manifestants, la direction ferme l'École pour éviter toute occupation. L'épisode le plus spectaculaire se déroule en janvier 1969. Pour prévenir les intrusions intempestives, le directeur fait installer des grilles bloquant l'accès aux services administratifs en prétextant le risque de cambriolage. Provocation ! Les étudiants, aidés par des ouvriers, descendent au marteau-piqueur les grilles auxquelles s'enchaînent théâtralement des enseignants conservateurs. La police dépêchée sur les lieux boucle l'École et contraint les étudiants à défiler un par un entre deux rangées d'enseignants priés de dénoncer les meneurs ; deux maîtres de conférences sont renvoyés. Les vives protestations entraînent la fermeture de l'École pendant quatre semaines. Une agitation perlée se poursuit durant les années 1970 mais elle est focalisée contre l'augmentation des frais de scolarité.

L'occupation des universités d'Essex et Leeds

Birmingham et Leicester ouvrent, après la LSE, le bal des occupations en janvier-février 1968. D'autres universités suivent, dont celles de Leeds et Essex.

L'université d'Essex connaît des troubles précoces contre la guerre du Vietnam lors de la visite de députés conservateurs. Sanctions disciplinaires et *sit-in* se répondent dès 1967. Le 7 mai 1968, la visite d'un représentant de l'Institut chimique de Porton Down, soupçonné de fabriquer des gaz chimiques utilisés au Vietnam, provoque une

permis de mieux cerner les revendications des étudiants : Tessa Blackstone, Kathleen Gales, Roger Hardley, Wyn Lewis, *Students* dans *Conflict*, LSE Research Monograph, 1970.

¹¹ Westminster, Parlement anglais, et Whitehall, quartier des ministères, se situent au sud-ouest de la LSE, tandis que la City, quartier des affaires, se situe à l'Est, relié à la LSE par Fleet Street, la rue de la presse, qui accueille les sièges des grands journaux anglais.

¹² Les colonies africaines accèdent à l'indépendance au début des années 1960. Deux pays à forte présence de colons blancs, posent problème : l'Afrique du Sud, régime d'apartheid, se retire du Commonwealth en 1961 ; en 1964, les colons de Rhodésie du Sud (futur Zimbabwe), menés par Ian Smith, proclament unilatéralement l'indépendance et un régime d'apartheid, s'engageant dans un double conflit contre la métropole et contre les mouvements indépendantistes noirs.

invasion de la salle de conférences et l'intervention de la police avec des chiens. L'expulsion de trois meneurs étudiants entraîne l'occupation des bâtiments administratifs. Une assemblée générale de 1 000 étudiants crée la Free University of Essex et décrète l'ouverture de *teach-in* et de débats. L'occupation de l'université aboutit à la réintégration des trois étudiants.

Les troubles à l'université de Leeds sont restés célèbres en raison de la personnalité de Jack Straw à l'époque président du syndicat étudiant local (NUS). La visite, le 3 mai 1968, de Patrick Wall, un député conservateur connu pour son soutien au régime raciste de Rhodésie et à la guerre américaine au Vietnam, provoque un chahut de 400 étudiants en colère ; le député est jeté à terre, ce qui provoque la vive répression des services de la sécurité universitaire. Le 19 juin, un « Comité du 3 mai » fait adopter en assemblée générale, contre l'avis du NUS, une demande d'enquête publique sur les agissements des agents de sécurité. Devant les fins de non-recevoir du vice-chancelier, les étudiants occupent les bâtiments administratifs du 25 juin au 28 juin avec le soutien bien tardif du NUS.

Warwick, Stirling, Hull, Bristol et d'autres universités nouvelles connaissent des troubles et occupations assez semblables.

Les Ancient Universities de Cambridge et d'Oxford en émoi

Les prestigieuses universités d'Oxford et de Cambridge sont également touchées par une certaine agitation d'autant plus surprenante qu'elle affecte des universités d'élite. En visite à Cambridge en mars 1968, Denis Healey, ministre de la Défense, est chahuté. A Oxford, la présence de Tariq Ali, président du syndicat d'Oxford, membre de la Vietnam Solidarity Campaign, éditeur du journal contestataire *Black Dwarf* et dirigeant du parti trotskyste International Marxist Group explique en partie la radicalisation du mouvement qui aboutit à l'occupation du bâtiment des *Proctors*, la police du campus très détestée.

Hornsey College of Art¹³ ou la révolte des écoles d'art

Moins médiatisée que l'agitation des universités d'élite, la contestation qui touche le Hornsey College of Art au nord de Londres, et dans son sillage le Guilford Art College et le Royal College of Art, est l'une des plus abouties du Mai 1968 anglais. Certains vont jusqu'à évoquer une « Commune de Crouch End¹⁴ » tant la remise en cause du système éducatif y a été poussée. Créées en 1962, les écoles d'arts appliqués sont isolées dans le monde de l'enseignement supérieur. Sous-financées et menacées d'absorption par les nouvelles Polytechnics, les écoles d'art traversent une crise d'identité liée à la pression du marché du travail. Ces écoles délivrent deux diplômes distincts au sein des mêmes institutions, un diplôme réputé en Beaux-arts (Dip AD) équivalent à une licence et un certificat professionnel de *Design* à vocation industrielle. Accueillant des étudiants modestes comme des enfants des classes moyennes supérieures, réunissant des professeurs prestigieux comme des artistes

¹³ Lisa Tickner, *Hornsey 1968, the Art School Revolution*, Frances Lincoln, 2008.

Lire le témoignage de Nick Wright, "What happened at Hornsey in May 1968", *New Stateman*, janvier 2008 et Tom Nairn, "The Crouch End Commune", *New Stateman*, 8 mai 2008.

¹⁴ Crouch End est le quartier où est situé la Hornsey School, au nord de Londres.

marginiaux, ces écoles d'art concentrent toutes les contradictions du système d'enseignement supérieur anglais. Politisés par leur refus de l'incorporation dans une Polytechnics dès 1967, les étudiants se révoltent contre la gestion autoritaire de l'École par le conseil municipal conservateur d'Harringey dont elle dépend.

Le 28 mai 1968, une occupation de vingt-quatre heures est votée pour faire respecter le droit bafoué du syndicat étudiant de disposer librement de ses subventions. L'occupation dure six semaines pendant lesquelles les étudiants prennent possession de l'École, organisent la vie commune et repeignent les locaux. La Horsney School devient un lieu de création et de débats libres. La prise de parole prend la forme de multiples manifestes : les étudiants ne demandent pas moins qu'une réforme radicale de l'éducation artistique et des formations. La répression n'en sera que plus violente : tous les étudiants et quarante-cinq enseignants sont renvoyés et l'École fermée.

Les agitations étudiantes sont toujours restées cantonnées à l'intérieur des campus, débordant sur l'espace public seulement dans le cadre de manifestations anti-guerre. *Sit-in* et boycott des cours, occupation et *teach-in* libérateur de la parole, marche sur les bâtiments officiels de la direction sont les formes d'action privilégiées entraînant une importante production littéraire de tracts revendicatifs, de *pamphlets* et de manifestes. Comment expliquer la faible extension et le bas degré de violence de ces événements anglais ?

Les limites du « Mai anglais » : éléments de comparaison

Les historiens se sont peu penchés sur les révoltes étudiantes de 1968 en Angleterre, laissant le champ libre à des réécritures mythiques¹⁵ basées sur des témoignages discutables¹⁶ et à des interprétations inspirées par les études de phénomènes concomitants mais distincts comme la New Left ou la contre-culture. Pourtant les archives universitaires et syndicales sont ouvertes ; de nombreuses enquêtes¹⁷ et sondages¹⁸ ont été menés en temps réel auprès des étudiants pour sonder leurs motivations profondes. La comparaison des spécificités du Mai anglais avec les caractères avérés des autres « Mai étudiants » permet d'esquisser, de façon encore bien problématique, l'analyse des limites des événements anglais, mais aussi leurs spécificités.

¹⁵ Nick Thomas, "Challenging Myths of the 1960s: The Case of Student Protest in Britain", *Twentieth Century British History*, Vol. 13, n°3, 2002, pp. 277-297.

¹⁶ Parmi d'autres, Tariq Ali, *Street Fighting Years : An Autobiography of the Sixties*, Glasgow, 1988 ; Ronald Fraser, 1968, *A student Generation in Revolt: An International Oral History*, NY, 1988. Colin Crouch, *The Student Revolt*, London, Bodley Head, 1970.

¹⁷ Cf. l'enquête parlementaire, *Student Relations Report from the Select Committee on Education and Science, Session 1968-69*, Committee A, memorandum by Pf. R.T. Severn and Mr S.R. Newing, vol.IV, HMSO, Cmnd 449-I.

¹⁸ Gallup Poll, *Student Demonstrations*, mai 1968, dans les universités d'Essex et de Cambridge ; Warwick NUS *A Survey of Seven Years of Development*; Enquête *New Society* auprès de 147 manifestants du 27 octobre 1968.

Un impossible mouvement national des étudiants

Les universités britanniques ont connu, à la suite des recommandations du rapport Robbins de 1963, une démocratisation tardive qui peut expliquer certains aspects majeurs du « Mai anglais » ainsi que ses faiblesses. Le nombre d'étudiants croît de 211 000 en 1964 à 250 000 environ en 1968. Par exemple, la LSE, sous la pression du ministère, porte ses effectifs de 3 000 en 1960 à 3 833 en 1966 et connaît dès lors un surpeuplement de ses locaux et une forte détérioration du ratio enseignant/étudiants compromettant le tutorat personnalisé. Cependant, l'absence de *baby-boom* prolongé dans une Grande-Bretagne malthusienne et la lenteur de l'ouverture de l'enseignement supérieur¹⁹ font que les étudiants y sont deux fois moins nombreux qu'en France. Ils représentent à peine 11 % d'une classe d'âge en 1968 et restent très minoritaires et isolés parmi les jeunes.

De plus, la fragmentation de l'enseignement supérieur a certainement entravé un éventuel mouvement national de tous les étudiants en Angleterre. Une première ligne de faille partage le monde strictement hiérarchisé des quarante-six universités privées : les prestigieuses Ancient Universities d'Oxford, Cambridge et Londres se distinguent toujours des *Redbricks*, ces universités aux « briques rouges » fondées à la fin du XIX^e siècle (Manchester, Birmingham, Liverpool, Leeds) ou au XX^e siècle (Sussex, Essex, Warwick, Kent, York, Stirling, Lancaster, Hull). Une seconde ligne de faille oppose ces universités, à gestion privée mais à financement en partie public, à un secteur universitaire public, institué en 1965 par le ministre travailliste Antony Crosland, et regroupant les Technological Universities et les Polytechnics afin d'accueillir un nouveau public d'étudiants issus de l'enseignement secondaire moderne. Une troisième ligne de faille oppose ces institutions universitaires aux établissements d'enseignement professionnel post-scolaire municipaux ou privés. Ce système éclaté se partage un total d'à peine 400 000 jeunes gens poursuivant des études supérieures. Les troubles étudiants ont été locaux, touchant surtout les nouvelles universités privées et peu, voire pas du tout, le secteur public. Au contraire les Polytechnics, aux clientèles plus populaires, sont restés calmes et ont même organisé des contre-manifestations, à l'instar de l'École des ingénieurs de Bristol.

L'ouverture sociale de l'enseignement supérieur dans les années 1960 aurait-elle modifié le caractère élitiste du recrutement des universités anglaises²⁰ ? Certains ont vu l'origine des troubles dans le mécontentement d'étudiants d'origine plus populaire. Ainsi s'expliquerait la vigueur des contestations dans une université urbaine et très ouverte comme la LSE qui compte 22 % d'étudiants issus des classes moyennes et populaires. Les universités nouvelles connaîtraient plus de troubles que les plus vénérables. Pourtant, rien n'est moins avéré²¹. A la LSE, la très grande majorité des étudiants d'origine populaire ont été formés dans des écoles élitistes et non dans les *secondary modern schools* qui orientent leurs élèves, primo-accédants à

¹⁹ Le taux de croissance y est de 1,6 de 1950 à 1964, contre 3,3 % de la France et 2,2 % des États-Unis.

²⁰ D'après Digby Jacks, *Student Politics and Higher Education*, London, Lawrence and Wishart, 1975 : en 1955, 9 % des étudiants de Cambridge et 13 % seulement des étudiants d'Oxford sont issus des classes populaires ou des classes moyennes.

²¹ Margaret Rooke, *Anarchy and Apathie: Student Unrest 1968-1970*, London, 1971. Digby Jacks, *Student Politics and Higher Education*, London, Lawrence and Wishart, 1975.

l'enseignement supérieur, vers les Polytechnics qui n'ont pas bougé. Les étudiants sont donc loin de former un ensemble homogène et le fossé qui sépare Universités et Polytechnics explique la faible « conscience de classe » des étudiants, et le caractère local des révoltes qui n'ont pas entraîné toute la « jeunesse » dans la contestation. La division renforcée et la hiérarchie institutionnelle du monde étudiant ont servi d'antidotes aux effets potentiels de la timide démocratisation du supérieur au Royaume-Uni.

Une impossible rencontre avec le mouvement ouvrier

Les mêmes raisons peuvent expliquer que la rencontre entre les étudiants et les ouvriers n'ait pas eu lieu en Grande-Bretagne. Il est vrai que seule la France associa la plus spectaculaire révolte étudiante et la plus grande grève ouvrière du XX^e siècle, même si la « rencontre » entre les mouvements étudiant et ouvrier ne s'est pas faite sans difficultés, voire sans conflits, tout comme en Italie lors du « Mai rampant » de l'automne 1968. Pourtant les ouvriers et les syndicats britanniques n'ont pas été passifs en 1968 : ils ont mené des luttes sociales importantes, avec une temporalité particulière, mais sans relation aucune avec l'agitation universitaire.

Dès 1966, la politique des revenus du gouvernement Wilson est contestée par un front syndical hostile à la limitation des hausses de salaires et l'accroissement de la productivité du travail pour relancer la croissance et rétablir la livre sterling. Après les élections générales de mai 1966, la « lune de miel » entre le gouvernement travailliste et le Trade Union Congress (TUC) prend fin avec le gel des prix et salaires. Une grève des marins dure quarante-sept jours en 1966, bientôt suivie par celle des dockers en 1967 ; les cheminots, les mécaniciens et les camionneurs revendiquent avec force jusqu'à ce que la dévaluation du 18 novembre annonce une politique d'austérité accrue. Des grèves « sauvages » ou « illégales » se multiplient en 1968, les conservateurs dénoncent l'« irresponsabilité des syndicats » et réclament la limitation du droit de grève dans les branches d'intérêt national. Le TUC (direction syndicale) dénonce de tels projets, condamne le Livre blanc ²² *Pour que cessent les conflits* de Barbara Castle, la ministre de l'Emploi, et la contraint finalement à retirer son projet de loi sur les arbitrages obligatoires et les préavis de grève en juin 1969. La vitalité du mouvement ouvrier britannique est donc assez forte pour mettre en échec le gouvernement. Néanmoins, le contexte économique et social n'est pas favorable à la mobilisation : la stagflation et le chômage ²³ se combinent avec la dévaluation de la livre et des discours sur le « déclin britannique » (*British Disease*).

Pourtant, aucun mot d'ordre « unité ouvriers-étudiants » n'a été lancé en Angleterre. Les étudiants sont perçus comme les enfants gâtés de l'*affluent society* et leur mouvement est observé avec méfiance par le TUC. Seuls quelques gestes symboliques témoignent d'une solidarité de façade : des ouvriers du BTP travaillant sur un chantier voisin en grève prêtent main forte aux étudiants de la LSE lors de la démolition des grilles ; à Leeds, le Conseil local du TUC envoie une bannière en guise de soutien à l'occupation étudiante. La conscience de la classe ouvrière reste repliée

²² *In Place for Strife : A Policy for Industrial Relations*, janvier 1969.

²³ La Grande-Bretagne compte, en 1964, 380 000 chômeurs et 555 000 en 1970.

sur elle-même et rejette toute idée d'alliance de classes ²⁴. Un nouveau ferment de division se manifeste avec les progrès du racisme parmi les ouvriers anglais. En avril 1968, Enoch Powell, un député conservateur, dans un très violent discours prononcé à Birmingham, dénonce l'« invasion barbare » des immigrés prenant le travail des ouvriers britanniques et prône une politique de rapatriement forcé. Contraint à la démission pour incitation à la haine raciale, Powell reçoit le soutien de 4 000 dockers qui déclenchent une grève en sa faveur et marchent sur Westminster aux cris de « *Back Britain, Not Black Britain* ». Le 1^{er} mai 1968, devant le Parlement, des ouvriers des Docks et des Halles en viennent aux mains avec des étudiants internationalistes et antiracistes. Ces heurts entre ouvriers et étudiants se renouvellent lors d'une manifestation antiraciste organisée le 7 juillet.

Moins que jamais en Angleterre la rencontre entre la contestation étudiante et le mouvement social ne pouvait avoir lieu en mai 1968. Mais un rapprochement s'esquissera en 1972 lorsque 40 000 étudiants répondront à l'appel de leur syndicat et participeront à une manifestation de soutien aux mineurs en grève contre le gouvernement conservateur.

Un mouvement étudiant peu radicalisé

La modération des syndicats étudiants ²⁵, la faiblesse de la New Left et l'isolement des gauchistes expliquent la portée politique limitée des événements.

Fondé en 1922, le National Students' Union (NUS) a perdu une grande partie de son influence dès les années 1950. Syndicat quasi officiel, bénéficiant d'un financement public et d'une représentation très peu démocratique, il se compromet en cogérant la politique universitaire et se discrédite en acceptant l'augmentation des droits d'inscription des étudiants étrangers : ce qui provoque des protestations spontanées en février 1967. A la différence de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) qui est devenue une organisation de masse en s'opposant à la guerre d'Algérie et au gaullisme, puis qui s'est reconvertie en mouvement des « jeunes-travailleurs-intellectuels », le NUS reste fidèle à la devise « un étudiant est un étudiant » et soutient la politique des travaillistes. Plus groupe de pression que syndicat, soucieux de respectabilité et de cogestion, il refuse la mobilisation de masse et l'action directe. Ses positions ont été plus que tièdes lors des troubles universitaires et il n'a jamais lancé d'appel à l'action nationale. Ainsi Jack Straw, président du NUS d'Essex, condamne la manifestation contre Patrick Wall et ses débordements « intolérables et inexcusables ²⁶ » et se désolidarise de l'appel du Comité du 3 mai, avant finalement de se rallier au mouvement. Le président du NUS national, Geoff Martin, se déconsidère en condamnant la manifestation de Grosvenor Square et en refusant de soutenir aussi bien les étudiants des écoles d'art en 1968 que les étudiants de la LSE.

²⁴ Edward Palmer Thompson, dans *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard/Seuil, 1988, a analysé les origines de cette « conscience de classe en soi » et non « pour soi » qui caractérise l'ouvriérisme social et le communautarisme culturel des ouvriers britanniques.

²⁵ Eric Ashby, Mary Anderson, *The Rise of the Student Estate*, 1969. D. JACKS, *Student Politics and Higher Education*, London, Lawrence and Wishart, 1975.

²⁶ *New Statesman*, "The end of history", 27 mars 2007.

Contestant à la fois les choix politiques et les pratiques du NUS, deux organisations étudiantes ont fait sécession durant les événements faute de pouvoir prendre la direction du syndicat. La Radical Student Alliance (RSA), fondée à la LSE en février 1967, est une coalition hétérogène de libéraux, de socialistes et de communistes. La RSA veut jouer un double rôle : prendre en charge les mouvements locaux, souvent condamnés par le NUS, en appelant à la mobilisation et à l'action directe par des manifestations de masse ; exiger la réorientation et la démocratisation du NUS qu'elle contraint à se réformer dans les années 1970. Néanmoins, la RSA reste une organisation revendicative étudiante et n'assume pas de *leadership* politique. Aussi, en juin 1968, les trotskystes et les maoïstes fondent la Revolutionary Socialist Student Federation (RSSF), portée sur les fonds baptismaux par Daniel Cohn-Bendit et Alain Geismar lors d'une réunion organisée à la LSE. C'est la seule organisation à se réclamer d'un programme politique : intronisant la « classe étudiante » comme « avant-garde de la révolution », appelant à la « révolution étudiante », la RSSF restera ultra-minoritaire et sera vite déchirée par des scissions. Sa visibilité ne doit pas faire oublier sa très faible influence. Préoccupés avant tout de l'amélioration des conditions de vie et d'études et, au plus, de la représentation étudiante dans la gestion des universités, les syndicats étudiants n'ont pas favorisé la politisation.

La portée politique du mouvement étudiant est également atténuée par la présence des travaillistes au pouvoir et la faiblesse politique de leurs opposants de gauche. Mouvement culturel et intellectuel contestataire dès la fin des années 1950, la New Left acquiert une visibilité dans les années 1960 en proposant une critique théorique radicale de la démocratie libérale et du système capitaliste. Mais elle ne s'est jamais positionnée comme une alternative politique. Par ailleurs, elle réunit des courants très hétéroclites qui brouillent sa visibilité. Autant d'explications de sa rencontre manquée avec le mouvement étudiant privé d'un discours politique structuré. Pourtant la New Left a été longtemps confondue avec le mouvement étudiant dont certains leaders (Tariq Ali, Blackburn, Cockburn) ont flirté avec sa mouvance trotskyste, tout comme avec le journal contestataire, *The Black Dwarf*, monument de la culture *undeground*. Les activistes du Black Dwarf proclament « les étudiants, nouvelle avant-garde révolutionnaire » et lancent le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets des campus » ; un éditorial prophétise : « le réalisme et l'imagination marchent main dans la main. L'université libérée, la défaite de l'impérialisme, la chute du capitalisme suivront ²⁷ » ! L'exaltation du programme ne doit pas faire illusion. Une historienne de la New Left reconnaît que « beaucoup d'activistes de la génération 1968 ne savaient pas grand-chose de l'existence antérieure de New Left et n'y avait jamais été mêlé. Nombre de représentants authentiques de la New Left sont restés à l'écart des événements de 1968-1970. En d'autres termes, en Grande-Bretagne, la New Left et le mouvement étudiant doivent être analysés séparément ²⁸. »

En conséquence, les étudiants britanniques ne constituèrent pas une avant-garde très politisée. Les sondages témoignent de leur positionnement politique assez traditionnel. Ils soutiennent très largement les grands partis parlementaires et sont assez peu nombreux à se réclamer de l'extrême gauche. En 1969, 28 % des étudiants

²⁷ *Black Dwarf*, June 13 1968.

²⁸ Lin Chun, *The British New Left*, Edinburg U Press, 1993, p. 94.

de Liverpool se disent conservateurs, 27,5 % travaillistes et 1 % New Left ; à Leeds, 35 % se déclarent conservateurs, 22,5 % travaillistes, 16 % *Liberals* et 3,5 % New Left ; à Manchester, 6 % revendiquent leur appartenance à la New Left ; à la LSE, l'université la plus radicale, 18 % se disent conservateurs, 16 % *Liberals*, 45 % travaillistes et 9 % NL. Les deux partis trotskystes ne sont que des groupuscules : l'International Socialism compte 500 membres et l'International Marxist Group 40 en 1968. Le parti communiste déclare un millier d'adhérents parmi les étudiants dans les années 1970 ²⁹. Aucun de ces groupuscules n'a réussi, comme en France ou en Italie, à s'emparer de l'appareil syndical afin d'en radicaliser la contestation.

Plus fiables que ces sondages révélant une certaine politisation à gauche des étudiants, les enquêtes sur les taux de participation aux actions sont révélatrices d'une réelle apathie de la majorité d'entre eux même si des minorités agissantes ont pu créer à certains moments une dynamique réelle. En juin 1968, à Warwick, seuls 7 % des étudiants revendiquent une activité politique ; à Cambridge, 21 % disent avoir pris part aux manifestations des douze mois précédant mai 1968, et au plus 40 % à Sussex ³⁰. A Leeds, en janvier 1969, une enquête demandée par le NUS révèle que 16 % des étudiants se disent engagés politiquement et 63 % se déclarent hostiles *rétrospectivement* à la manifestation contre la visite de Patrick Wall ³¹. A la LSE, théâtre de deux occupations et de deux fermetures, 62 % des étudiants sont restés à l'écart des événements d'octobre-mars 1966-1967, 36 % seulement ont participé à un *sit-in* ; si 70 % se disent favorables à des actions, 53 % condamnent toute perturbation de la bonne marche de l'École et 22 % seulement l'acceptent ³². Le déroulement des crises locales répète en fait un schéma identique. L'implication des étudiants aux côtés des plus radicaux d'entre eux est intimement liée au cycle contestation-répression : un grand nombre est entraîné un peu malgré lui dans le mouvement par les réactions autoritaires et disproportionnées des directions universitaires. Travaillistes comme conservateurs condamnent également des « minorités de militants » gauchistes « qui imposent leur volonté à la majorité ³³ » des étudiants.

Proches en majorité du Labour, entraînés par une gauche syndicale peu organisée, les étudiants mobilisés ne manifestent pas tant pour des raisons « politiques » que pour des revendications universitaires. Le spectre qui hante les *Sixties* n'est pas celui de la Révolution.

Les spécificités du « Mai 68 anglais » : entre révolte universitaire et révolution culturelle

²⁹ Digby Jacks, *op. cit.*

³⁰ Gallop Pool, May 1968

³¹ Leeds, survey 546 étudiants, *Student Union Newspaper*, Union News, January 1969. Warwick University, June 1968

³² Tessa Blackstone, Kathleen Gales, Roger Hardley, Wyn Lewis, *Students in Conflict*, LSE Research Monograph, 1970.

³³ Geoffrey Martin, président du NUS, mars 1968, condamnant les *sit-in*, parle d'une "minorité de militants", "de petits groupes extrémistes" ; et le *Times* du 8 mai 1968 de l'imposition de la volonté d'une minorité, dans Nick THOMAS, « Student Protest in Britain in 1960 », p. 279-280.

La sociologue A. H. Halsey interprète les événements étudiants de mai 1968 comme l'ultime crise de « l'idée anglaise d'université » selon laquelle, depuis le Moyen Age, étudiants et enseignants partageaient au sein des *colleges* une vie commune dédiée à l'éducation humaniste et classique³⁴. Le « Mai 1968 » anglais révélerait la crise profonde de ce modèle traditionnel soumis à la double pression de la démocratisation de l'enseignement et de la révolution des *Sixties*. Cette thèse est largement validée par l'étude des révoltes locales : les revendications étudiantes sont avant tout universitaires.

Priorité aux revendications du Student Power

Les revendications étudiantes exprimées lors des différents conflits locaux exigent d'abord l'assouplissement des règlements disciplinaires désuets à l'origine de multiples tensions. Entre 1965 et 1968 se multiplient à Liverpool, à Manchester et ailleurs, des *sit-in* et des meetings pour la levée des couvre-feux dans les résidences universitaires (10 h du soir à Newcastle, 10 h 30 à Cardiff) et l'extension des *man hours* permettant les visites des garçons dans les résidences des filles (de 14 h à 18 h en semaine et de 14 h à 22 h le samedi et le dimanche à l'université de Leeds considérée comme très libérale).

Les étudiants demandent encore la fin des pouvoirs discrétionnaires des autorités universitaires qui, en vertu d'une antique réglementation, détiennent une autorité parentale sur eux (*in loco parentis*) ; elles peuvent sanctionner, en plus des autorités civiles, les étudiants soumis à un régime de « double peine » (*double discipline*). Ainsi, la police du campus d'Oxford sanctionne, entre 1965 et 1968, 386 étudiants de premier cycle alors que la police urbaine n'en poursuit que 64 sur la même période³⁵. Ces pouvoirs sont d'autant plus mal supportés par les étudiants qu'ils sont arbitraires, sans appel possible et infantilisants (les « délits » concernent l'abus de boisson, les relations sexuelles, l'usage de stupéfiants).

L'objectif le plus partagé des revendications étudiantes porte cependant sur le *Student Power*, sur la participation des étudiants à la gouvernance universitaire. Les étudiants se mobilisent d'abord pour défendre leur syndicat, souvent accusé de porter atteinte à l'image de l'université et sanctionné pour le réduire au silence. La direction de LSE renvoie en 1966 deux délégués syndicaux étudiants qui ont osé adresser une lettre de protestation au *Times* susceptible de nuire à la réputation de l'institution. A Hornsey, la tension monte lorsqu'est refusée une année sabbatique au président du syndicat. Les mouvements étudiants revendiquent tous le droit à la liberté d'expression et le respect plein et entier des prérogatives syndicales. Ils réclament également le droit à la participation. Ils souhaitent au minimum assister aux conseils, pour mettre fin aux pleins pouvoirs des administrations, et au maximum avoir le droit de vote dans ces mêmes instances³⁶.

³⁴ Albert H. Halsey, *The History of Sociology in Britain, op. cit.*, p. 114.

³⁵ Vivian Hubert Green, *A History of Oxford University, 1915-1973*, London, Batsford, 1974, p. 200.

³⁶ L'enquête menée à la LSE montre que 70 % des étudiants souhaitent être consultés sur la gestion de la bibliothèque, 54 % sur les questions de discipline, 43 % sur l'organisation des enseignements, mais seulement 34 % sur le contenu des cours et 28 % sur les modalités d'évaluation et de notation. 13 % souhaitent participer à la nomination du directeur et 9 % à celle des enseignants. La mise en place de

Les étudiants se livrent plus rarement à une critique en règle de l'enseignement reçu. Une enquête interne de la LSE (le *Roberts Survey*) en avril 1967 fait état de nombreuses plaintes des étudiants de premier cycle sur la pédagogie et l'encadrement. Sont critiqués le manque de suivi personnalisé, l'indifférence des professeurs de rang A, inaccessibles et peu investis, et l'inexpérience des jeunes assistants. Les étudiants remettent également en cause la structure de la licence d'Économie qu'ils estiment hésiter entre une formation généraliste trop large et une spécialisation trop précoce.

La révolte des Arts Schools porte à son comble la critique des structures et des contenus de l'enseignement artistique³⁷. La première doléance des étudiants conteste la sélection à l'entrée, au motif que l'enseignement secondaire prépare peu, voire pas du tout, aux études artistiques et que le « don » ne peut être évalué par des compositions dans des disciplines générales ou en histoire de l'art. La seconde doléance porte sur la reconnaissance de la spécificité de l'enseignement artistique, lié au caractère propre de l'art, nécessitant des structures de création libres et autonomes. La troisième doléance vise à faire reconnaître le *Design* comme un art à part entière, au même titre que les Beaux-Arts, afin de le libérer des pressions du marché du travail (mode, pub, industrie)³⁸.

Au vu de ces revendications, les conclusions des enseignants-enquêteurs de la LSE peuvent être généralisées : « il s'agit là non pas d'une minorité extrémiste mais d'une majorité d'étudiants³⁹ » qui souhaitent en finir avec les sanctions disciplinaires, s'impliquer dans la gestion des universités, voire infléchir la pédagogie et l'enseignement universitaire. Le « Mai 1968 » anglais est bien un Mai étudiant et non un Mai politique ou social.

La révolution culturelle des Sixties⁴⁰ et le « Mai étudiant »

Pour expliquer la révolte étudiante, certains préfèrent cependant invoquer la société permissive⁴¹, le dérèglement des mœurs, la perte des valeurs d'autorité et de respect. De profonds changements sociaux et culturels ont en effet travaillé la société d'abondance (*affluent society*) et fait advenir un personnage, l'« adolescent », devenu une force économique et sociale grâce aux bourses et aux petits boulots, ou le « jeune » assez indépendant pour revendiquer le droit de s'exprimer et d'être

comités paritaires (*staff-student committee*) et de modes de participation graduée selon les conseils et les sujets résout en partie le problème.

³⁷ David Warren-Piper, *Readings in Art and Design Education II*: l'accroissement du nombre d'étudiants entre 1959 et 1969 est de 46 %, contre 122 % en général – alors que le nombre d'établissements proposant un enseignement artistique s'est réduit – entre 1960 et 1967, 27 *colleges* 15 % du total, ont été fermés.

³⁸ Nick Wright, "What happened at Hornsey in Mai 1968", *New Stateman*, janvier 2008.

³⁹ Tessa Blackstone, Kathleen Gales, Roger Hadley, Win Lewis, *Students in Conflict*, LSE Research Monograph, 1970.

⁴⁰ Arthur Marwick, *The Sixties: Cultural Revolution in Britain, France, Italy and the US: 1958-1974*, Oxford, 1978.

⁴¹ Ronald Inglehart, *The Silent Revolution: Changing Values and Changing Political Styles Among Western Publics*, Princeton, 1977. John Gummer, *The Permissive Society*, London, Cassel, 1971. Tim Newburn, *Permission and Regulation, Law and Morals in Post War Britain*, London, Routledge, 1992.

considéré comme un adulte, tout en s'en distinguant par ses goûts, ses modes de consommation et d'expression. Les normes du comportement et le rapport à l'autorité en ont été incontestablement modifiés.

Mais alors comment expliquer l'absence d'osmose entre les étudiants et le reste de la jeunesse ? Certains invoquent l'absence de relais entre la culture politique radicale et la culture populaire ? La New Left ⁴² a vu dans la *pop culture* un facteur de la dépolitisation et d'individualisation de la jeunesse ; cette thèse est confirmée par des historiens des mouvements *pop* ⁴³ qui relativisent l'engagement politique de la *pop generation* ; certains y voient même une des origines du succès du libéralisme avant Margaret Thatcher ⁴⁴.

En effet, l'avènement précoce en Angleterre d'une société plus permissive aurait permis de désamorcer certaines revendications de la jeunesse. Les travaillistes au pouvoir ont fait adopter un « extraordinaire train de réformes législatives ⁴⁵ » avec une avance de six à vingt-deux ans sur la France : la contraception et l'avortement sont légalisés et l'homosexualité dépénalisée en 1967 ; l'âge de la majorité légale est abaissé de 21 à 18 ans en 1968 ; la peine de mort est suspendue en 1965 et abolie en 1969. Les étudiants se sont radicalisés contre l'archaïsme de certains règlements universitaires en complet décalage avec l'évolution permissive de la société. Mais la vague de libéralisation des mœurs, loin d'être la seule cause des troubles étudiants comme l'ont affirmé les conservateurs, explique peut-être, au contraire, leur faible ampleur et leur absence d'impact sur 85 % des jeunes non étudiants.

Le mouvement *pop* ⁴⁶ est en effet un mouvement d'émancipation de la jeunesse populaire ayant trouvé ses propres modes d'expression et créé sa propre contre-culture. Le mouvement est si fort qu'il entraîne une partie de la jeunesse aisée et radicale. Il permet à toute une génération de faire entendre haut et fort sa voix, et même parfois de faire se rencontrer des classes sociales jusque-là séparées. Mais la culture *pop* n'est pas une alternative radicale à la « haute culture » même si elle en brise bien des tabous sociaux et moraux. « D'un côté il apparaît, estime l'historien Bertrand Lemonnier, que ni les hippies, ni la contestation étudiante anglo-saxonne n'auraient pu se développer sans l'apport préalable de la culture *pop* ; de l'autre, il ne fait guère de doute que les activistes d'extrême gauche sont parvenus à politiser, mais dans un sens très large, un mouvement *pop* encore très immature ⁴⁷. »

Il ne faut certes pas négliger l'importance de la contre-culture contestataire, libertaire, anticonformiste dans la montée des contestations. Des passerelles existent entre le mouvement radical et le monde *pop*. Comme Bob Dylan aux États-Unis avant lui, Mick Jagger a participé à la Vietnam Solidarity Campaign. Néanmoins l'engagement politique des icônes de la jeunesse *pop* est très ambigu. Malgré des « tubes » directement inspirés des événements, comme « *Revolution* » des

⁴² par exemple Stuart Hall, figure des *Cultural Studies*.

⁴³ Bertrand Lemonnier, *L'Angleterre des Beatles*, Paris, Kimé, 1995.

⁴⁴ David Cauter, *Sixty-Eight*, London, Hamilton, 1988.

⁴⁵ Bernard Levin, *The Pendulum Years, Britain in the Sixties*, London, Cape, 1970, p. 189.

⁴⁶ Bertrand Lemonnier, *op. cit.*

⁴⁷ Bertrand Lemonnier, *op. cit.*, p. 321.

Marie Scot, « Y eut-il un 'Mai 1968' en Angleterre », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N° 6, septembre-décembre 2008. www.histoire-politique.fr

Beatles enregistré en mai 1968 ou « *Street Fighting Man* » des Rolling Stones, écrit durant l'été 1968, l'engagement révolutionnaire n'y est pas flagrant ⁴⁸ :

« Tu me dis que tu veux une révolution
Bon tu sais nous voulons tous changer le monde ...
Tu me dis que ce sont les institutions
Tu ferais mieux de faire le ménage dans ton esprit. »

A la quête personnelle et méditative des Beatles fait écho le réalisme défaitiste des Stones :

« Mais que peut faire un pauvre garçon
sinon chanter dans un orchestre de rock
parce que dans Londres endormi
il n'y a pas de place pour les combattants des rues. »

La révolution de la *pop generation* est celle de la quête de l'épanouissement individuel, en aucun cas celle de l'engagement politique. « La culture pop n'est pas la conscience de classe adolescente qui mènerait le peuple jeune à une révolution ⁴⁹. »

Un mouvement étudiant internationaliste

Il ne faut pas pour autant nier la politisation internationaliste et pacifiste qui est un trait original incontestable du mouvement étudiant au Royaume-Uni. Certes, les jeunes britanniques n'ont connu ni la guerre d'Algérie ni la guerre du Vietnam, le service militaire obligatoire est supprimé en 1960. Pourtant, depuis les années vingt et trente, des courants pacifistes et internationalistes ont traversé le monde étudiant. Au lendemain de l'explosion de la première bombe atomique anglaise en 1958, des philosophes, des écrivains, des religieux, des journalistes ont fondé la Campaign for Nuclear Disarmament (CND) en appelant à la désobéissance civile. De vastes rassemblements et des marches ont sensibilisé une partie de la jeunesse étudiante contre les bases américaines de l'OTAN, l'armement nucléaire mais aussi les centrales nucléaires à usage civil. La protestation anti-guerre du Vietnam a donné un second souffle au mouvement pacifiste et a rencontré la sensibilité antiraciste des étudiants révoltés contre l'apartheid sud-africain et le régime ségrégationniste d'Ian Smith en Rhodésie.

Dès 1965, ces pacifistes participent aux manifestations de protestation contre l'intervention de l'US Army au Vietnam qui a entraîné le rétablissement de la conscription aux États-Unis et provoqué les protestations, parfois violentes, des étudiants américains comme à Berkeley. Nul doute que la politisation accélérée de nombreux étudiants s'est faite à l'occasion de ces *sit-in*. En juin 1965, un premier *teach-in* est organisé à Oxford par le syndicat étudiant ; en décembre 1965, une manifestation réunit quelques 200 étudiants à l'appel du Comité de l'université de Manchester pour la paix ; en mai 1967 la Leeds University CND et la Société pour la

⁴⁸ Bertrand Lemonnier, *op. cit.*, p. 335-339 : « les pop stars face aux événements internationaux ».

⁴⁹ Bertrand Lemonnier, *op. cit.*, p. 339.

Paix au Vietnam organisent une exposition de photos afin de sensibiliser l'opinion publique ; en novembre 1967, une centaine d'étudiants de Birmingham organise une collecte de médicaments ; en février 1968, 2 000 étudiants de Sheffield brûlent le drapeau américain ; en mai 1968, le ministre de la Défense Denis Hasley est fortement chahuté à Cambridge en mai 1968 pour avoir apporté un soutien entier aux Américains contre les Vietcongs.

Ces mouvements convergent lors des grandes manifestations londoniennes : en juin et octobre 1967, 4 000 et 8 000 manifestants défilent ; en mars 1968 a lieu la manifestation la plus violente de l'après-guerre réunissant entre 10 000 et 20 000 personnes devant l'ambassade des États-Unis ; mais le mouvement culmine le 27 octobre 1968 dans le puissant rassemblement de Grosvenor Square qui réunit 100 000 participants environ dont un nombre indéterminé d'étudiants venus par solidarité internationale ; une étudiante londonienne fait état de « la passion morale du moment, pure, inoubliable, profonde et ancrée : nous nous préoccupions de l'avenir du monde ⁵⁰ » ; une Américaine, présente à la LSE en 1968, confirme : « nous nous préoccupions du monde entier et attendions une révolution ⁵¹. » Les slogans des étudiants se réfèrent spontanément au contexte international : « *Berkeley 1966-LSE 1967* » ou encore en 1968 « *France Today-Britain Tomorrow* ».

Des observateurs ont cru pouvoir forger la théorie du complot étranger pour expliquer l'incompréhensible révolte de la jeunesse étudiante en invoquant la présence de meneurs étrangers, voire la trop forte présence d'étrangers dans les universités anglaises. Depuis 1960 certains s'inquiètent de la présence de plus de 12 000 étudiants étrangers au Royaume-Uni, dont 45 % environ sont concentrés à Londres. En 1966, la LSE compte 1 240 étrangers pour 3 830 étudiants (32 %) parmi lesquels 400 Américains souvent réfractaires ou exclus de leurs universités. Le secrétaire d'État à la Science et à l'Éducation, Edward Short, déclare : « La LSE compte environ 3 000 étudiants. Les troubles qui l'ont agitée impliquent environ 300 d'entre eux. Les agitateurs sont une infime minorité ⁵², parmi eux quatre sont américains. Ces *Gentlemen* ne sont pas là pour étudier évidemment, mais pour détruire et miner les institutions britanniques. Ce sont les voyous du monde universitaire. » Le directeur de la LSE, Sidney Caine, précise : « Les événements survenus dans les universités américaines ont donné l'exemple d'une agitation réussie ; et la présence d'un nombre important d'étudiants américains à la LSE a donné vie à cet exemple ⁵³ [...] Les dirigeants du mouvement et les activistes se recrutent dans de vastes proportions parmi les étudiants étrangers et les troisièmes cycles. A preuve, sur six des étudiants sanctionnés en conseil disciplinaire, cinq

⁵⁰ *Times*, 22 novembre 1988, "Surge of Student Power", J. Sweeney, "The moral passion of the moment was pure, unforgettable, deeply affecting; We cared about the world".

⁵¹ Agnès Schipper, "LSE Remembered", *LSE Magazine*, November 1976, p. 3, "There I met students of many political ideologies from many countries. ... At LSE I had my first exposure to socialists, communists, and the many ideological splinter groups crowded on the left wing ... We worried about the whole world and waited for the revolution."

⁵² Cette opinion est infirmée par les sociologues dans *Students in Conflict*, LSE Research Monograph, 1970.

⁵³ Ils sont 404 inscrits en 1966, mais à peine 244 en 1969.

étaient étrangers et trois sont passés par les universités américaines ⁵⁴. » David Bloom, président de la Graduate Students Association, Paul Hoch ainsi que Victor Schoenbach, les principaux leaders du mouvement à la LSE, sont effectivement américains. Deux dirigeants des Black Panthers sont inscrits à la LSE. Et Tariq Ali, figure de proue du mouvement étudiant à Cambridge, n'est-il pas un trotskiste pakistanais ? Qui plus est, en juin 1968, les étudiants gauchistes de la LSE invitent Daniel Cohn-Bendit et Alain Geismar pour relancer l'agitation ! Le Mai 1968 anglais serait-il le fait des étudiants étrangers, une greffe exogène ?

Il faut bien sûr réfuter la thèse du complot étranger mais il est certain que la présence d'environ 8 500 Asiatiques et Africains ⁵⁵ et de 3 000 Américains dans les universités anglaises a contribué à radicaliser les Britanniques les plus sensibles à la solidarité internationale. Cette explication vaut pour la LSE mais aussi pour d'autres universités. En mai 1968, un sondage effectué par Gallup auprès des étudiants d'Essex révèle que 25 % ont manifesté contre la guerre du Vietnam. Le mouvement anti-guerre a entraîné une part notable des étudiants. Il ne faut cependant pas ignorer le fossé qui sépare les organisations radicales et la majorité des manifestants. Ainsi la Vietnam Solidarity Campaign, fondée en juin 1966 par les trotskystes des International Socialists, milite « pour la victoire du peuple vietnamien contre la guerre d'agression » alors que le groupe pacifiste British Council for Peace in Vietnam, fondé en mai 1965, réclame l'arrêt des combats et l'ouverture des négociations. Alors que la VSC a pour mot d'ordre de la manifestation de Grosvenor Square « pour la victoire du Nord Vietnam », 42 % des étudiants interrogés par Gallop se disent favorables à une solution négociée. On pourrait faire des analyses semblables en France et en Allemagne de l'Ouest.

Le contexte international a été un facteur certain de politisation du mouvement étudiant et a été parfois le détonateur des crises, même si la majorité des étudiants est restée à l'écart. Comme le répètent à l'envie les occupants de la Hornsey School of Art : « ceci est une révolte contre l'éducation artistique, pas contre les Yanks au Vietnam ⁵⁶ ».

Un autre Mai 1968 en Irlande du Nord ⁵⁷

Une « révolte globale » touche cependant la Grande-Bretagne en 1968, mais elle se déroule en Irlande du Nord et se confond avec les premières luttes pour les droits civils des catholiques. Le « Mai 1968 irlandais », évacué des mémoires britanniques et longtemps ignoré des Irlandais eux-mêmes au profit des commémorations de la naissance de l'IRA en 1969 ou du massacre du *Bloody Sunday* de 1972, n'est pas un simple événement local. Bien plus que le « Mai anglais », il entremêle revendications politiques, étudiantes et internationalistes.

⁵⁴ Sidney Caine, *British Universities Purpose and Prospects*, London, The Bodley Head, 1969, Chap. 6 "Student Malaise", p. 108 et 116.

⁵⁵ Les étudiants du Commonwealth sont 8 560 à fréquenter les universités en 1967-1968, mais 42 600 à suivre des formations supérieures au Royaume Uni cette même année. *Commonwealth Yearbook* 1969.

⁵⁶ Lisa Tickner, *Hornsey 1968*, *op. cit.*

⁵⁷ Simon Prince, "The global Revolt of 1968 and Northern Ireland", *The Historical Journal*, 49-3, 2006, p. 851-875.

En mai 1968, des militants catholiques multiplient les manifestations, perturbent les meetings syndicaux et les conseils communaux, bloquent des routes en dénonçant les discriminations à l'embauche, au logement et les manipulations électorales. Les militants irlandais ont formé en janvier 1967 la Northern Ireland Civil Rights Association et s'inspirent des méthodes d'action des mouvements pour les droits civiques des Afro-Américains et des formes de lutte de libération nationale du Tiers Monde avec lesquels ils sont en contact. Le dirigeant Eamonn McCann justifie le slogan du mouvement irlandais « Un monde, une lutte » en le rattachant aux mouvements anti-impérialistes. Les militants catholiques sont ralliés par des étudiants de la Queen's University de Belfast révoltés par la répression des manifestations pacifistes. Ces étudiants irlandais se rattachent au « Mai anglais » en fondant une branche de la RSSF et en envoyant une délégation à la manifestation de Grosvenor Square. Le « Mai irlandais » allie donc, à la différence des « Mai anglais », contestations universitaires et sociales, luttes politiques et civiles, nationales et internationales.

Conclusion

Le « Mai » anglais ne se comprend que dans le contexte général de massification de l'enseignement supérieur dans les pays développés : l'accès aux études supérieures d'un nouveau public, socialement et culturellement divers, bouleverse les anciennes conditions d'enseignement, les vieilles pratiques pédagogiques et les traditionnelles relations enseignants/étudiants. En ce sens, le « Mai » anglais participe d'un phénomène global, même si la faible démocratisation des universités britanniques en atténue la portée. Le mouvement étudiant s'inscrit également dans un contexte national spécifique : la « révolution culturelle » des *Sixties*, l'avènement de la « société permissive » et l'ébranlement des traditions sociales et culturelles se combinent avec les premiers signes d'une crise économique et d'une poussée populiste pour donner une coloration bien spécifique à ce mouvement. Le contexte national et la présence au pouvoir d'un gouvernement travailliste expliquent la faible intensité des troubles universitaires, la politisation limitée des étudiants incapables d'entraîner la jeunesse populaire et enfin l'impossible rencontre entre la révolte de la nouvelle gauche et le mouvement ouvrier. Le « Mai » anglais juxtapose plusieurs « Mai » locaux : l'éclatement et la hiérarchisation des systèmes d'enseignement supérieur, la division sociale de leurs publics, la diversité de leurs revendications inscrivent les événements dans l'espace local et expliquent le caractère perlé et non coordonné des « troubles ». Le mai « anglais » peut cependant être interprété comme un mouvement transnational, stimulé par le contexte de la guerre au Vietnam et marqué par la solidarité internationaliste : la forte présence des étudiants étrangers postcoloniaux dans les universités anglaises a contribué à la diffusion d'une sensibilité pacifiste et internationaliste, tandis que la première augmentation des droits d'inscription des étudiants étrangers en 1966 a facilité la liaison entre contestation universitaire et solidarité internationaliste. Le mouvement emprunte également au répertoire des Mai français et américain : les leaders étudiants de la New Left et de la Revolutionary Socialist Student Federation se réclament ouvertement du « Mai français » alors que les dirigeants du mouvement

étudiant et national irlandais s'inspirent des pratiques des militants des droits civiques américains.

Néanmoins, le « Mai anglais » est sans conteste une exception au regard des mouvements étrangers. Ni vraiment politique ni réellement social, il est resté essentiellement étudiant et universitaire et n'a pas entraîné l'ensemble de la jeunesse dans la révolte. On peut au mieux y voir la version étudiante de la « révolution culturelle » des *Sixties*.

L'auteur

Ancienne élève de l'ENS-Fontenay-Saint Cloud, agrégée d'histoire, Marie Scot est ATER à l'université Paris X-Nanterre. Elle achève une thèse de doctorat en histoire des relations scientifiques internationales sur « Institution universitaire et circulation des savoirs en SES : le cas de la *London School of Economics*, une université entre national et transnational 1895-1995 ». Elle a notamment publié : *La London School of Economics et le Welfare State, science et politique en Grande-Bretagne 1940-1979* (Paris, L'Harmattan, 2005) et elle a coordonné le *Guide de l'étudiant européen en sciences sociales, Histoire, Géographie, Sociologie* (Paris, Belin, 2007).

Résumé

Le « Mai 1968 » anglais fut une exception au regard du mai français ou américain. La contestation universitaire fut de faible ampleur et resta limitée dans l'espace et dans le temps. Le « Mai anglais » ne fut ni un mouvement révolutionnaire et politique, ni un mouvement social, ni même un mouvement de la jeunesse. L'article tente de faire le point sur les causes, les formes mais aussi les raisons de la faiblesse de la révolte étudiante anglaise.

Abstract

The student protest in Britain was a parochial and small-scale activity in comparison with events in other countries. It was neither an international revolutionary conspiracy nor a political contestation; it was not a students-and-workers movement as in France; it was not a youth movement, despite, or perhaps because of, the pop revolution. This article analyses the different interpretations of the causes and the specificity of the student protest in Britain.

Mots clés : Mai 1968 ; mouvements étudiants en Grande-Bretagne ; révolution culturelle des années 1960 ; *Sixties*.

Key words : May 1968 ; student protests in Britain in the Sixties ; cultural revolution of the Sixties.

Pour citer cet article :

Marie Scot, « Y eut-il un 'Mai 1968' en Angleterre », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N° 6, septembre-décembre 2008.